

Festival international de Géographie de Saint-Dié
« Nourrir les hommes, nourrir la planète. Les géographes se mettent à table »
30 septembre – 3 octobre 2004

Conférence :

**« Soudan : affamer ou nourrir,
les deux faces de l'arme alimentaire »**

(3 octobre 2004)

Conférence de : Marc Lavergne (directeur de recherche au CNRS).

Derrière l'usage de l'arme alimentaire, il y a des problèmes de développement et des problèmes politiques.

La situation initiale du Soudan

Le Soudan est le pays le plus grand d'Afrique (près de 5,5 fois la France). Il est divisé en plusieurs bandes de végétations et de climats : au nord, il y a le Sahara, désertique à l'exception de l'oasis nilien ; au centre, il y a une bande sahélienne où domine l'agriculture traditionnelle de céréales et d'oléagineux avec quelques élevages semi-nomades ; cette bande centrale est la région la plus peuplée et c'est une région de passage pour le pèlerinage des Africains vers La Mecque (contact est-ouest) ; enfin, au sud, il y a les savanes (herbe à éléphants) où oeuvrent des éleveurs nomades. Le Soudan, de part ses potentialités agricoles, ne devrait pas avoir de problèmes alimentaires. Il avait même été envisagé qu'il devienne le grenier à céréales du monde arabe.

Il y a eu une première distorsion dans le développement soudanais à partir de 1970 : on a assisté à un développement de l'agriculture mécanisée (européanisée) dans la bande centrale du pays. Le gouvernement avait concédé de grands territoires à des compagnies étrangères. Leurs fermes produisent du sorgho, des oléagineux, du sésame, de la canne à sucre, etc. Les locaux, spoliés, ont regagné les bidonvilles de la capitale, Khartoum ; d'autres sont restés aux marges de ces fermes et sont devenus ouvriers agricoles pendant les périodes de travaux agricoles.

Cette situation a généré une rébellion armée du SPLA (armée de libération des peuples du Soudan) en 1983. Il s'agit d'un mouvement militaire du tiers sud contre la colonisation interne (par des Arabes surtout) à l'oeuvre dans le centre du pays et qui tendait à s'étendre vers le Sud. En effet, en raison d'une utilisation intensive et mécanique de sols légers, les terres du centre s'étaient épuisées. Les déplacements de cultures ont été aisés car le gouvernement donnait littéralement la terre. Cette opposition s'est également manifestée par une opposition entre les arabo-musulmans et les populations autochtones animistes.

Cette agriculture développée dans le centre du pays est une agriculture d'exportation, quels que soient les besoins alimentaires du Soudan. Des banques islamiques se sont installées dès 1977 au Soudan (car elles étaient interdites en Arabie Saoudite) ; elles ont spéculé et on a pu les voir brûler des stocks agricoles alors la population locale mourrait de faim.

L'aide alimentaire est-elle un but ou un moyen ?

La guerre se poursuit au Soudan depuis 1983 (bien qu'il y ait eu quelques cessez-le-feu). Comment chaque belligérant utilise-t-il l'arme alimentaire ?

L'armée gouvernementale a tenté d'empêcher la population du Sud de nourrir la rébellion. Ses actions visent donc à déstabiliser la population : incendie des villages, des récoltes, massacre d'animaux, d'hommes, etc. Les rebelles n'ont pas les moyens de la défendre. La communauté internationale s'émeut et décide d'envoyer de l'aide. Le gouvernement a une attitude ambivalente : d'un côté, il subit une pression extérieure pour ouvrir ses frontières et pour ne pas passer pour un État génocidaire ; d'un autre côté, il se dit que cette aide pourrait nourrir l'armée (150 000 hommes) et ainsi réduire le coût de la guerre. Les rebelles souhaiteraient également pouvoir utiliser cette aide pour nourrir leurs 100 000 hommes.

Le gouvernement a la possibilité de rémunérer les officiers en leur laissant une part de l'aide qu'ils peuvent ainsi revendre à leur propre profit : ainsi ils auront la volonté de poursuivre la guerre puisqu'elle génère de l'aide qui leur apporte des revenus complémentaires. Les rebelles, quant à eux, organisent une distribution aux familles « organisées » (en réseaux commerciaux) car elles peuvent constituer un appui politique pour les rebelles. Le contrôle de l'aide devient un enjeu majeur de la guerre. Cela génère également une compétition entre les différents chefs de guerre : celui qui contrôle un territoire essaie de faire venir les ONG pour obtenir de la visibilité internationale.

Nous devrions considérer que ce type de phénomène n'est pas marginal mais que c'est un mode de fonctionnement de plus en plus fréquent.

La saison sèche (de février à juin) est la période des offensives gouvernementales avec les chars, les jeeps, les camions, etc. contre la population civile. Les militaires ne cherchent pas à affronter les milices car les villages sont plus lucratifs (pillages, mises en esclavage des prisonniers, etc.). Quand cette politique de la terre brûlée arrive aux oreilles de la communauté internationale, cette dernière demande au gouvernement de pouvoir venir. Le gouvernement refuse tant que ses véhicules peuvent circuler, jusqu'à la saison des pluies où les camions ne peuvent plus circuler. L'aide a donc un coût beaucoup plus élevé parce qu'il faut utiliser des avions et des hélicoptères au lieu de camions et parce qu'elle est beaucoup plus complexe techniquement (largages, etc.). Ce sont des régions où les gens sont fragilisés, d'autant plus que c'est la saison des pluies et donc la saison des maladies et des épidémies (paludisme, etc.).

On a pu voir un partage des tâches entre le gouvernement et les rebelles. Le gouvernement autorise ou interdit l'accès des régions aux organisations humanitaires : il refuse pour les régions où les exactions sont en cours ; il accepte pour les régions qu'il contrôle. Ainsi ceux qui en ont le plus besoin ne bénéficient pas de l'aide... Ensuite, le détournement de l'aide est d'autant plus facile que la distribution est assurée par des organisations humanitaires nationales qui sont un « bras officiel » qui contrôle les étrangers dans chaque camp.

Dans les montagnes de Nuba, dans le Sud, contrôlées par le SPLA, l'aide est organisée par des ONG américaines soutenues par le gouvernement américain : il y a une volonté nette de la part des États-Unis d'offrir un soutien de faible intensité contre un gouvernement soudanais, islamiste depuis 1989, qui leur est hostile.

Quelles sont les logiques de la communauté internationale ?

L'ONU, qui n'est qu'un « syndicat » d'États et pas l'union des peuples du monde, joue un rôle à travers ses agences, notamment à travers celles qui achètent et distribuent la nourriture, mais aussi à travers l'UNICEF, l'OMS, etc. Cela génère une compétition entre les différentes agences car chacune a des intérêts propres, notamment à ce que les dons aillent plutôt vers elle. De plus, l'ONU a été mise dans une situation délicate.

Son opération « Life Live Suddan » dure depuis 1989 et a coûté des milliards de dollars. Celle-ci a exonéré les pays occidentaux de toute intervention politique pour régler le conflit car on a assisté à un dégageant moral de leur part puisqu'ils avaient donné de l'argent. Cela équivaldrait à « donner des sandwiches à l'entrée des chambres à gaz ».

L'ONU doit prouver qu'elle est sur le terrain, doit obtenir l'autorisation d'accès au terrain et doit pouvoir montrer des chiffres prouvant qu'elle a livré tant de milliers de tonnes de ceci ou de cela.

Elle a donc besoin d'attirer les ONG, au besoin en les finançant. C'est ainsi qu'il y a au Soudan une quarantaine d'ONG qui n'ont aucune latitude car si elles refusent les conditions imposées, si elles ne ferment pas les yeux, elles n'ont plus de financement et donc plus d'existence. L'aide à la population vient en dernier lieu pour les donateurs d'aide : les enjeux financiers sont beaucoup trop importants. De plus, les relations entre les humanitaires, le gouvernement et les rebelles sont faussées : il n'est pas rare, par exemple, que les rebelles taxent les humanitaires (différents types variés de taxes, comme des taxes de séjour) ou utilisent parfois leur matériel.

Cette opération « Life Live Suddan » qui dure depuis longtemps a généré une ville pour les expatriés qui contraste fortement avec les camps qui l'entourent. Dans cette ville, il y a une bourse aux avions avec la vente (ou plutôt le trafic) d'avions et d'hélicoptères réformés de l'ex-armée rouge par exemple ; pour effectuer ses largages, chaque ONG a besoin de se constituer une flotte qu'elle paiera le prix qu'il faut ; c'est un des éléments qui explique qu'au total seulement un dixième des sommes annoncées pour l'aide va réellement aux populations.

Quel est le bénéfice ?

On pouvait sans doute faire autrement. On aurait pu éviter tous ces massacres, notamment au Darfour, si l'ONU s'était manifestée avant les massacres alors qu'elle en avait connaissance. On aurait pu prévenir, empêcher Al-Qaïda de se développer puisqu'on savait que Ben Laden était un de ces propriétaires terriens arabo-musulmans installés au Soudan, on savait qu'il s'y enrichissait et qu'il y développait son organisation.

Ces opérations humanitaires ont rapproché les belligérants car chacun a trouvé ses intérêts et chacun contrôle son territoire à la manière de mafias. Aucun ne souhaite la paix car il y aurait des concessions à faire, des profits à perdre, des soldats à intégrer dans la population civile (après vingt ans de guerre...), etc. La guerre devient un mode de fonctionnement normal. Sous la pression de l'administration Bush, des pourparlers d'un traité de paix avaient été engagés mais la crise du Darfour a permis à chaque belligérant, aussi bien le gouvernement que les rebelles, de se retrancher dans son camp.

Questions de la salle

- *Quel est l'intérêt des médias à entrer dans ce jeu ?*
- Il y a un effet positif des médias mais ils réagissent en fonction des événements et un événement est plus ou moins important en fonction de l'importance qui lui est accordée par le politique. Les journalistes français ne se sont réellement intéressés au Darfour qu'après la visite de membres du gouvernement français sur les lieux. En outre, les médias arrivent après et ne peuvent pas témoigner des massacres et des combats mais seulement de leurs conséquences, d'autant plus qu'ils ont besoin d'autorisations pour circuler.
Tous les médias du monde relayent l'idée de génocide au Darfour (50 000 morts) parce que l'administration Bush a voulu qu'on condamne ce génocide alors qu'on se tait depuis vingt ans pour le sud, alors qu'il y a eu plus de trois millions de morts...